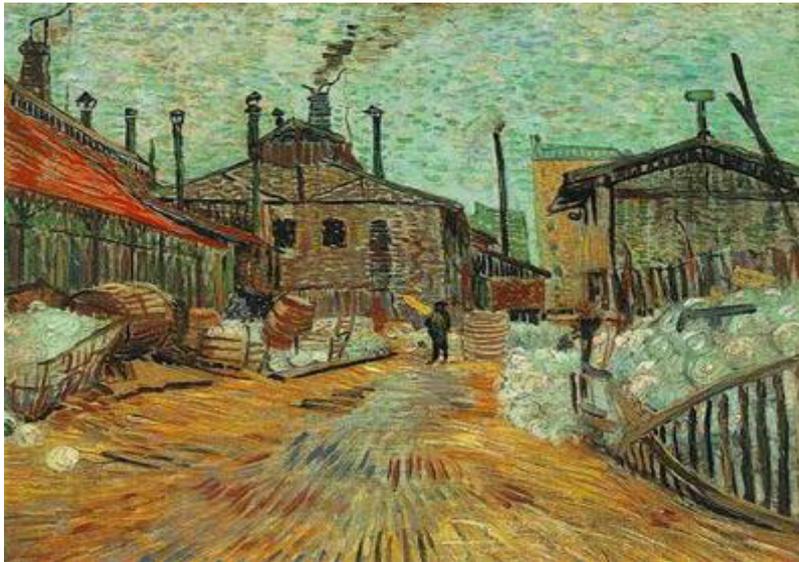


Fiche de lecture

juin 2017

Pierre Veltz, La société hyper-industrielle

La République des idées, Seuil, 2017



Vincent Van Gogh, Usine d'Asnières

Pierre Veltz est ingénieur, économiste et sociologue : il a travaillé comme haut fonctionnaire et comme chercheur. Sa réflexion s'oriente vers l'analyse de l'évolution des systèmes de production qu'il étudie sous divers angles, technique, économique, social, voire géographique. Tous les thèmes qu'il aborde (ses livres se répondent souvent) traitent de questions qui tourmentent aujourd'hui les sociétés et les Etats : « La grande transition » (Seuil 2008) traite de la France et de ses difficiles transformations, y compris territoriales. « Le nouveau monde industriel » (Gallimard, 2008) évoque l'effort de dépassement du taylorisme, « L'économie de la connaissance et ses territoires » (Hermann éditeurs, 2010) étudie le recentrage des économies sur les activités à forte valeur ajoutée intellectuelle. L'originalité de l'auteur est de chercher à surplomber les évolutions, à en prendre une vue d'ensemble sans négliger de point de vue ni faire l'impasse sur les conséquences ou les risques. Il les explique avec clarté, en dégageant l'essentiel de manière synthétique. Ce sont en tout cas les qualités de son dernier ouvrage, « La société hyper industrielle », qui donne au lecteur le sentiment, en 120 pages, qu'il comprend mieux les évolutions du monde, leur force et leur fragilité.

Le contenu du livre

L'ouvrage est construit autour de deux thèmes essentiels : l'industrie n'a nullement disparu mais la frontière avec les services s'estompe et ce rapprochement est porteur de changements majeurs, en termes de politique industrielle, d'emplois, de produits et de principes de fonctionnement des entreprises. De plus, cette évolution fragmente les chaînes de valeur et

est porteuse de « polarisation », c'est-à-dire d'inégalités, au niveau des Etats comme au niveau mondial.

Industrie et services : une frontière de plus en plus brouillée

La production de biens et services industrialisés ne cesse de croître dans le monde mais, il est vrai, avec moins d'emplois, compte tenu d'une croissance importante de la productivité, et avec une répartition différente de ces emplois, moins présents aux Etats Unis et en Europe.

Surtout, l'industrie a changé : les processus de production imbriquent aujourd'hui industrie manufacturière, services et numérique.

Les outils de mesure mesurent mal ces deux phénomènes : sans nier la faiblesse de l'industrie en France (positionnement sur des gammes intermédiaires, PME trop isolées et dépendantes, faiblesse des marges, mauvaise orientation des circuits de l'épargne, érosion de la compétitivité), l'ouvrage montre que l'industrie ne recouvre plus les seules usines, mais aussi des technopoles où travaillent des techniciens et des ingénieurs ; que la chute de la part de l'industrie dans l'emploi s'explique par des gains de productivité importants et par l'externalisations de services (pour un tiers), pas seulement par une perte de compétitivité ; que la chute de la part de l'industrie dans la valeur ajoutée s'explique aussi par une forte réduction des prix et par la considérable amélioration de la qualité pour le même prix ; de plus, si on agrège à l'industrie traditionnelle des services aujourd'hui fortement industrialisés (distribution d'eau et d'énergie, télécommunications, transports), la part dans la valeur ajoutée n'a pas varié depuis 1975 ; enfin, les produits manufacturés vendus à l'étranger n'incorporent que 40 % de valeur ajoutée manufacturière nationale et 60 % de services, dont une part achetée à l'étranger ; plus de 80 % des firmes dites industrielles vendent également des services et certaines d'entre elles ne vendent même plus un produit, mais son usage.

La révolution numérique brouille encore davantage la frontière, avec une robotisation accrue (nul ne sait quel est le pourcentage d'emplois amenés à disparaître de ce fait ni si des emplois nouveaux vont émerger, comme cela a toujours été le cas jusqu'à aujourd'hui) mais surtout une puissante capacité d'interconnexion : échange de données entre sites, échanges de biens et de services numériquement pilotés, enjeu de commercialisation des données d'usage, développement des entreprises de plateforme qui regroupent une multitude de producteurs et de consommateurs et démultiplient l'offre.

Les conséquences sur les emplois, les produits, les règles de fonctionnement

L'enjeu en France n'est donc pas de défendre à tout prix les enjeux manufacturiers mais d'articuler étroitement énergie et services et de construire une politique industrielle certes sectorielle mais aussi globale, de formation, d'encouragement à l'innovation, d'accès aux financements nécessaires. Il est aussi de mieux comprendre les emplois de demain. Plusieurs grilles de lecture sont alors utilisables : un modèle conjuguant emplois qualifiés (conception en amont de la production et back office pour faire fonctionner correctement les machines) et emplois moins qualifiés pour assurer la relation directe au client ; un modèle qui contrôle la conception, la logistique et la vente des produits et sous-traite entièrement la production, sachant que l'éloignement avec celle-ci ne doit pas être trop grand, sauf à altérer la qualité et

les échanges d'expérience ; une grille de lecture enfin qui différencie les emplois sédentaires liés à une demande locale (commerce) et les emplois potentiellement nomades qui dépendent d'une demande extra-locale : ce sont eux qu'il faut attirer. Quant aux produits d'avenir, nul ne les connaît mais certains auront sans doute trait à la réinvention des villes et de l'espace (mobilité, logement durable, gestion des déchets et de l'énergie) et d'autres à la santé, à l'éducation, au divertissement.

Enfin, il faut retenir que ce nouveau monde repose sur des infrastructures gigantesques, ports, aéroports, transports logistiques, fibres, réseaux informatiques, logiciels partagés, et sur un partage de savoirs et un brassage des connaissances ; qu'un dialogue continu entre concepteurs, producteurs, personnels de maintenance permet seul d'atteindre la qualité des produits et services : l'efficacité tient aux relations de travail et aux échanges ; que le coût de fonctionnement (notamment salarial) est moins important que la capacité à amortir des coûts fixes élevés liés aux investissements nécessaires et que la stratégie pour résister à la concurrence tient davantage à la constitution de « monopoles de niches » et à la flexibilité ; que le modèle salarial correspond mal aux préoccupations des nouveaux chefs d'entreprise, qui voient celle-ci non plus du tout comme une firme centralisée et hiérarchique mais comme un réseau qui fait appel à des ressources flexibles. Il faudra donc réinventer un nouveau cadre juridique et institutionnel pour remplacer la protection du salariat.

Fragmentation et polarisation

La diffusion technologique, longtemps très lente, s'est organisée, de 1950 à 1970, en strates concentriques, des Etats-Unis vers les autres pays avancés et ensuite les pays en développement. Aujourd'hui la diffusion est immédiate (même si la recherche fondamentale reste concentrée aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe) mais seuls certains pôles disposent des infrastructures matérielles et intellectuelles pour en tirer bénéfice. Les campus américains sont devenus les nœuds d'un réseau global unissant entreprises et recherche et la mobilité des universitaires, chercheurs, doctorants entre les pays contribue à la diffusion du savoir.

La réduction des coûts de l'échange et l'augmentation de la taille des porte-conteneurs a permis à la chaîne de production de se fragmenter : les tâches de production se ramifient et sont spatialement éclatées. Depuis les années 90, l'éclatement des « GVC » (« global value chains ») est exacerbé, avec une succession d'étapes très limitées en fonction de la spécialisation des places : certes certaines activités (automobiles, agroalimentaire) restent regroupées par pays ou au moins par continents mais la fabrication des produits technologiques s'éparpille. Les statistiques nationales deviennent difficiles à établir et à interpréter : en flux, les échanges Etats Unis/Chine sont déficitaires, en valeur ajoutée, ce n'est pas pareil... : les Iphones contribuent à ce déficit mais toutes les fonctions « nobles » sont aux Etats-Unis, les composants viennent d'un peu partout, l'assemblage est fait en Chine, et les profits sont majoritairement aux Etats-Unis. Deux fonctions sont alors essentielles : la conception et la logistique. Aujourd'hui les échanges se ralentissent sans que l'on en comprenne bien le sens et les conséquences : sans doute est-ce lié à une régionalisation des échanges, avec un bloc Asie qui se développe. Les inquiétudes portent sur l'affaiblissement des liens entre pays européens, sur l'exclusion des pays du sud et sur la durabilité : les

émissions de CO2 du fret maritime sont faibles mais les fuels utilisés polluent les ports et les GVC stimulent l'activité de zones à basses normes environnementales.

Enfin, les chaînes de valeur créent des « agglomérations » lorsqu'il existe un marché, des fournisseurs nombreux, des infrastructures, une taille suffisante pour recomposer les chaînes d'activité et une qualité de vie qui attire la main d'œuvre qualifiée. Il existe d'autres formes que les métropoles (les économies d'enclave, les districts spécialisés de villes moyennes, comme on en trouve en Chine, et les métropoles). Celles-ci forment à la fois des hubs et des écosystèmes : la performance des métropoles est collective, avec un tissu d'entreprises variées, multisectorielle.

Au final, les inégalités de revenus se creusent au profit d'individus super riches et de grandes entreprises numériques de Californie (les Etats-Unis concentrent plus de 80 % de la capitalisation boursière), avec parfois une hiérarchie croissante entre métropoles (en France, le tissu métropolitain est plus homogène mais aux Etats-Unis les métropoles sont dans des situations contrastées) et un risque de rupture entre certaines métropoles et leur périphérie, comme entre Londres et le reste du Royaume-Uni.

Eclairage

Le livre synthétise et actualise des analyses que d'autres ont engagées avant lui : l'on pense d'abord aux ouvrages précédents de Pierre Veltz mais aussi à des œuvres comme « Le Capitalisme total », de Jean Peyrelevade (Seuil 2005), ou « trois leçons sur la société post-industrielle », de Daniel Cohen (Seuil, 2006). Il ramasse un savoir immense et donne les clés pour comprendre les évolutions à l'œuvre dans le monde.

De sa lecture, on ressort toutefois avec un léger sentiment de manque : il n'y a que quelques pages sur la France, à la fois inquiètes et valorisantes, soulignant d'énormes atouts sans pour autant parvenir à rassurer, et juste quelques mots sibyllins sur l'Europe. Surtout, l'appréciation de l'avenir rend perplexe : certes, l'auteur mentionne les dangers et les risques des évolutions décrites : inégalités croissantes, difficulté de continents entiers à s'insérer dans les gagnants, moindre solidarité, altération de la cohésion interne des Etats et certitude que le monde sur cette lancée ne peut être durable. Mais l'ouvrage paraît plus fasciné qu'inquiet et plus excité par les perspectives qui s'ouvrent que par la peur d'un effondrement. Il partage d'ailleurs cette fascination avec des générations éblouies par les progrès de la connectivité et la réduction des distances. Le monde qui s'ouvre paraît ainsi riche de promesses et de perspectives époustouflantes. Mais il est aussi chargé de risques et de dangers et l'avenir n'est pas si désirable.